

Fiche argumentaire : la banque

A quoi jouent les banques ?

1. A quoi sert la banque ?

La banque est au cœur du capitalisme, elle doit collecter l'épargne et fournir des prêts pour financer l'activité économique. Sans banque, pas d'accumulation possible. La banque doit donc transformer une ressource liquide et de court terme (dépôts) en financement de long terme (crédit). Elle est donc au centre de la circulation de la monnaie. Contrairement à l'imaginaire libérale, la banque ne prête pas d'un montant strictement égal à ses dépôts, c'est-à-dire s'elle a 100 euros de dépôt, elle ne devrait prêter que 100 euros aux entreprises. Keynes a montré (Marx aussi) que la banque était au départ du circuit économique et qu'elle répondait à la demande des entreprises pour les financer, ainsi les crédits offerts font les futurs dépôts. La banque crée de la monnaie, elle est refinancée par la banque centrale qui est le prêteur en dernier ressort, qui garantie la liquidité et la confiance dans le système monétaire, c'est pour cela que vous acceptez la monnaie de la société générale alors que vous êtes clients à la banque pop. Cette création monétaire finance des projets économiques, les entreprises produisent et distribuent des salaires, les salariés consomment (une partie des salaires revient dans l'entreprise : validation par le marché de la production) et épargnent, d'où un retour d'une partie de la monnaie créée par la banque... dans la banque. Les crédits font donc les dépôts et non l'inverse comme le pensent les libéraux, ce qui voudrait dire que l'épargnant a le pouvoir de dicter les montants de prêts offerts, ce n'est pas le cas. Ainsi, nous sommes dans une économie monétaire de production où les anticipations des entreprises sont fondamentales. La monnaie est au cœur du capitalisme.

Or, la banque depuis les années 80 a changé, elle est universelle en France, elle collecte l'épargne, elle finance l'économie et elle utilise les dépôts et notre épargne sur les marchés financiers. La banque devient un courtier sur les marchés, elle y spéculé. Il faut savoir que 95% des échanges sur les marchés financiers ne financent pas l'économie réelle ! En France, le financement de l'activité est principalement réalisé par crédit et non par le marché financier (c'est moins le cas aux USA).

2. Les dangers de la banque universelle ?

Les banques sont hors contrôle et à la source de crise systémique, c'est-à-dire qu'en cas de défaillance elles peuvent faire écrouler le système économique. Ce fut le cas en 2007. Quelques chiffres :

(i) Le bilan de la BNP est de 2000 milliards d'euros, soit le PIB de la France. Mais pour les 4 plus grandes banques françaises ce bilan est 4 fois supérieur au PIB de la France.

(ii) BNP détient 48 000 milliards d'euros de produits dérivés !

(iii) La faiblesse de leur fond propre. La législation oblige 8% de fonds propres par rapport au total de leurs actifs mais la réglementation permet aux banques de faire leur propre pondération (en fonction des risques et des actifs) ainsi d'après le groupe les Verts au parlement européen, les 76 plus grandes banques possèdent 5% de fonds propres : autrement dit : « *une perte financière supérieure à 5% de leur fonds propres suffit à provoquer l'insolvabilité de ces banques* » (le livre noir des banques).

On explique que les banques sont trop grosses pour faire faillite, le risque étant trop grand, ainsi un aléa moral est présent : les banques savent qu'elles seront aidées par les pouvoirs publics si elles sont en difficulté... Pour info, d'après alteréco+ : « *selon les derniers chiffres de la Deutsche Bank, le montant total du stock des obligations émises par les institutions financières françaises s'élevait à 5 000 milliards d'euros à la fin 2014. Soit environ 250 % du PIB français* ». La dette française est de 100% du PIB, et ce serait une catastrophe ?

ALORS quel est le coût des banques pour la collectivité lors de leur précédent sauvetage ?

· Selon le FMI, le coût total du sauvetage des banques dans le monde en 2009 s'élève à 3 400 milliards d'euros, la dette grecque en 2008 était de... 300 milliards d'euros ! En 2012, pour la commission européenne le sauvetage a coûté 4 500 milliards d'euros principalement sous forme de garanties et sans conditions (37% du PIB européen).

· En France ? En 2008, 360 milliards d'euros d'aide et 320 milliards de garanties, à côté de cela on ne pourrait pas payer nos retraites ? Les prêts seront remboursés par les banques mais le contribuable français a perdu gros car l'aide fut réalisée sans contreparties (en Angleterre il y a des nationalisations partielles) et à des conditions avantageuses, les finances publiques auraient pu gagner beaucoup plus. Mais en 2011, l'Europe est à nouveau contrainte d'aider les banques à hauteur de 232 milliards d'euros... Quand la France aide ses banques : elle souscrit des actions de préférences... sans droit de vote et à des cours faibles. Dans le livre noir des banques : « *la Cour des comptes formule en 2010 des réserves sur les conditions de cette opération : l'Etat aurait dû faire une plus-value importante lors du rachat des titres par ces banques, mais une convention passée entre l'Etat et ces banques prévoit une limite au prix d'achat. Résultat : un manque à gagner pour l'Etat qui attendrait 5,79 milliards d'euros* ». MAIS en 2009 les banques annoncent... 11 milliards de bénéfices !

· Les coûts indirects nous les ressentons tous les jours : chômage, augmentation des règles de prêt pour les PME, austérité... **La crise des subprimes est une crise d'endettement privé qui fut subie par les peuples qui ont payé pour les folies de la finance !** Les banques attaquent les Etats qui les ont aidés et spéculent sur leur dette... avec les fameux emprunts toxiques...

AINSI : le gouvernement a mis en place une loi de séparation bancaire qui est une escroquerie pour calmer les peuples. D'après le PDG de la Société générale, la séparation bancaire concerne... 1% des activités du groupe.

3. Abus, arnaques détournements

Pour cela rien de mieux que le casier judiciaire des banques : <http://www.bastamag.net/Evasion-fiscale-fraudes-et>

Que font les banques ? On peut se poser la question, entre 2000 et 2008 le PIB de l'UE a progressé de 12%, le bilan des banques... de 90% !

En Europe : 10% des actifs des banques en moyenne sont consacrés à des crédits aux entreprises et 15% à des crédits pour les ménages. Le reste ? Sur les marchés financiers !

Il existe un vrai coût du capital lié à la financiarisation à cause des taux d'intérêt demandés et des dividendes versés aux actionnaires : entre 1999 et 2008 en France la part de richesse versée aux actionnaires a bondi de 50%. Cette richesse est créée par les travailleurs et doit correspondre à une attente des financiers qui veulent des taux de rentabilité à deux chiffres.

Les impôts sur les banques ont été divisés par 2,7 depuis 10 ans ! Entre 2002 et 2009 la perte est de 15 milliards d'euros. Les banques sont taxées à hauteur de 8% contre 33,5% d'impôt sur les bénéfices des PME...

Et l'exode fiscal ??? Ces derniers jours ont montré le caractère immoral du comportement des banques : HSBC en exemple, mais aussi la BNP ou le crédit mutuel-CIC (voir fiche argumentaire sur la TTF et paradis fiscaux). En 2015, BNP, avec ses filiales aux îles Caïmans, déclare réaliser 26 millions d'euros de chiffre d'affaires, sans même avoir un seul salarié sur place ! Deux documents donnent des infos rapides et intéressantes :

<https://france.attac.org/IMG/pdf/etude-banques-13.11.2014.pdf>

et une petite carte :

<http://ccfd-terresolidaire.org/infos/partage-des-richesses/paradisfiscaux/banques-et-paradis/>

Concernant les arnaques, le livre noir des banques en montre de nombreuses, si aux USA le ministère de la justice a sévi et donné des amendes très élevées (qui se compte en milliards de dollars, cf : BNP) en France ce n'est pas le cas, il existe une vraie protection des banques malgré les nombreux scandales et comportements très peu "éthiques".